



menu



ENTRETIEN

Chinois de Paris : contre l'insécurité et le racisme, jusqu'où ira la colère ?

Pauline
Bandelier

En poursuivant votre navigation sur notre site, vous acceptez l'installation de cookies dans le respect de notre politique de protection de votre vie privée.

Accepter

Un membre de la communauté chinoise de Paris lors de la manifestation contre l'insécurité des Asiatiques de France, organisée dans la capitale place de la République le 4 septembre 2016, après la mort de Zhang Chaoling décédé à la suite d'une agression. (Crédits : FRANCOIS GUILLOT / AFP)

Rarement la communauté chinoise de Paris s'était autant mobilisée. Dans les rues de Paris ce dimanche 4 septembre, des dizaines de milliers de manifestants ont exprimé leur ras-le-bol de la violence et des clichés racistes, réclamant leur droit à la sécurité et à la fraternité dans la société française. Si la mobilisation n'est pas

nouvelle, elle a pris une nouvelle ampleur après le décès de Zhang Chaolin suite à un vol avec agression par un groupe d'adolescents.

Aujourd'hui, la communauté chinoise se partage entre les anciennes générations qui veulent une répression plus affirmée contre l'insécurité, et les jeunes qui aspirent à plus de reconnaissance via la médiation sociale dans les quartiers. C'est dans cette direction qu'il faut aller selon Richard Béraha, enseignant à Sciences Po.

Contexte

« Qui sera le prochain ? », « Zhang Chaolin est mort pour rien ».

Voilà entre autres ce qui se lisait sur les banderoles des manifestants à Paris le dimanche 4 septembre, entre la place de la République et celle de la Nation. En cette journée pluvieuse, ils étaient des milliers – 15 500 selon la police, 50 000 selon les associations chinoises – à battre le pavé sous le slogan « Liberté, égalité, fraternité, sécurité. » Le 12 août, Zhang Chaolin, un couturier d'origine chinoise de 49 ans, décédait à l'hôpital des suites de ses blessures, victime, quelques jours plus tôt, d'un vol avec agression à Aubervilliers. Une attaque qui n'a rien d'isolé dans cette commune de Seine-Saint-Denis, dont près de 5 % des 80 000 habitants sont chinois ou originaires de Chine.

Entre janvier et août 2016, ces derniers y ont déposé 105 plaintes pour vols avec violence, soit trois fois plus que l'année précédente à la même période. Des brutalités qui concernent d'autres communes du 93 : dans le cortège, Liwei, une jeune esthéticienne résidant à la Courneuve, a déjà été victime de trois agressions : « *Depuis un mois, je n'ose plus aller travailler* », confie-t-elle. Stéphane, un psychologue français d'origine congolaise, est l'un des rares non asiatiques à avoir fait le déplacement : « *J'habite à Pantin où j'ai été témoin d'une*

agression qui m'a choqué, confie-t-il. Je suis venu exprimer ma solidarité. »

Les politiques, eux, étaient représentés par Valérie Pécresse, présidente Les Républicains du conseil régional d'Ile-de-France, Bruno Julliard, premier adjoint à la maire de Paris, Stéphane Troussel, le président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, mais aussi des maires d'arrondissement, des députés, des porte-paroles de parti et secrétaires de section. *« C'est normal, les élections approchent, mais nous dénonçons toutes les récupérations politiques, avertit Tamara Liu, présidente de l'association Chinois de France, Français de Chine. Jusqu'à présent, personne n'a porté notre indignation au sujet des violences dont sont victimes les Asiatiques. Ce drame dure depuis trop longtemps. »*

Entretien

Richard Béraha est enseignant à Sciences Po et ancien président de Hui Ji, une association fondée en 2003 suite au mouvement de sans-papiers chinois. En sept ans, l'association, depuis fermée, a soutenue plus de 5 000 familles par des conseils juridiques et des cours de français. En parallèle, Richard Béraha a coordonné pendant une dizaine d'années un groupe de recherche multiculturel et pluridisciplinaire sur la diaspora issue de la région de Wenzhou, une ville au sud de Shanghai dont sont originaires environ 70 % des ressortissants de la République populaire de Chine qui vivent dans l'Hexagone. Une recherche menée en partenariat avec le Cadis, laboratoire de sociologie de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et l'université normale du Zhejiang, qui a abouti en 2012 à la publication d'un livre, *La Chine à Paris*, publié chez Robert Laffont. En amont de la manifestation, il a répondu aux questions de Pauline Bandelier.



Richard Béraha est enseignant à Sciences Po. (Crédit : DR)

C'est la 4ème manifestation depuis l'agression de Zhang Chaolin, de la part d'une communauté plutôt réputée pour sa discrétion. Y a-t-il eu des précédents ?

Il est important de rappeler d'abord que la migration des Wenzhou, qui sont les plus concernés par ces agressions, a commencé dans les années 1980, donc nous en sommes seulement à la deuxième génération. La première était composée de paysans analphabètes, qui avaient vécu la Révolution culturelle et sont venus en France réaliser leur rêve de libre entreprise. Ils se sont installés dans les quartiers d'Arts et Métiers, de Belleville, puis plus récemment dans les banlieues du nord-est et de l'est de Paris. Ces manifestations sont positives, elles sont le signe d'une intégration de ces migrants au sein de la société française.

En effet, ces problèmes d'insécurité ne sont pas nouveaux, ils remontent au début des années 2000. Dans le cadre de l'association Hui Ji, nous avons réalisé une enquête qui a révélé que la quasi-totalité des Chinois résidant ou travaillant dans ces quartiers avaient subi au moins une agression importante. Une partie des Wenzhou sont arrivés en France sans papiers et lorsqu'ils se rendaient à la police, on leur disait souvent que leur plainte n'était pas recevable, certains se retrouvaient même en centre de rétention. Ces « primo-arrivants », qui parfois ont attendu une dizaine d'années avant d'être régularisés, ont donc vécu à la fois avec la peur des délinquants et de la police. A l'époque, le ministère de l'Identité nationale, qui ne pouvait pas les expulser sous peine d'une réaction politique forte de la Chine, a laissé traîner la situation pour essayer de limiter le flux des arrivées, ce qui en retour n'a pas favorisé l'éclosion d'un sentiment national.

C'est en 2010 qu'une première manifestation importante a eu lieu à Belleville. Elle a donné lieu à une reconnaissance par la préfecture et la mairie des attaques dont les Chinois sont victimes et a incité les mairies de gauche à chercher des interlocuteurs directs parmi les associations de jeunes et de commerçants. Suite à une nouvelle agression grave, une deuxième manifestation a été organisée en 2011 avec l'aide de l'Association des Jeunes Chinois de France (AJCF). Aujourd'hui, les violences à l'égard de la communauté chinoise ont fortement diminué à Belleville, mais par contre le problème s'est déplacé vers le 93.

La maire d'Aubervilliers Meriem Derkaoui a dénoncé un ciblage raciste. Partagez-vous cette analyse ?

Au quotidien, dans le 93, les Wenzhou n'ont pas de problème de cohabitation avec les autres groupes ethniques, même si des tensions émergent comme récemment à la Courneuve. Ce sont des migrants qui se sont intégrés par le commerce et ils sont habitués à travailler avec des personnes de différentes origines. Les agressions de Chinois dans le 93 comme avant celles de Belleville sont menées par des petits groupes âgés de 13 à 20 ans, souvent en désocialisation et qui se sont spécialisés dans les attaques violentes, notamment envers les Chinois mais pas seulement. C'est le cas des trois jeunes qui ont agressés Zhang Chaolin et qui ont respectivement 15, 16 et 19 ans. Ils s'en prennent aux Chinois car ces derniers ont la réputation de ne pas porter plainte, mais aussi de transporter de l'argent liquide et d'être

riches. Ce dernier point est un stéréotype entretenu par certains médias (M6 dernièrement) car à l'origine, les Wenzhou sont des commerçants prolétaires et aujourd'hui encore, ils sont loin d'être tous riches. Ces dernières années, avec la hausse du prix des produits venant de Chine, leur situation a même plutôt eu tendance à se dégrader.

Il peut y avoir aussi dans certains cas une forme de ressentiment de la part de migrants originaires du Maghreb ou d'Afrique, arrivés plus tôt en France mais dont une partie se retrouve au banc de la société, alors que les Chinois qui viennent d'arriver connaissent globalement une insertion économique plus réussie. Au sein de la société française, il existe aussi un sentiment antichinois exprimé clairement ou de manière plus insidieuse. Il est moins violent que celui qui peut exister contre les personnes noires ou arabes, mais il existe, notamment à gauche. Je suis même parfois confronté à des préjugés de la part de journalistes français qui considèrent les Chinois comme une grande société secrète.

Comment ont réagi les associations antiracistes et participent-elles à certaines mobilisations ?

Les associations antiracistes ont longtemps ignoré ce phénomène, ayant elles-mêmes tendance à opérer à partir de préjugés sur les Chinois, perçus d'un côté comme des victimes qui se font exploiter et de l'autre, comme des capitalistes qui ne respectent pas les droits de l'homme. L'AJCF [Association des Jeunes Chinois de France, NDLR] a fait beaucoup évoluer les choses : une plainte commune a été déposée avec SOS Racisme suite à un article du *Point* sur les immigrants chinois en France pour lequel ils ont obtenu une condamnation pour racisme. Il y a aussi eu une rencontre avec le Conseil représentatif des associations noires (CRAN). Donc des liens ont été créés, mais pour l'instant on constate peu d'implication de la part de ces associations. Il faut dire aussi qu'une partie des manifestants chinois n'a aucune envie d'être associée à des mouvements de gauche. Les plus âgés en particulier perçoivent les revendications en lien avec les droits de l'homme comme dangereuses, notamment vis-à-vis de la Chine.

Qui sont les groupes mobilisés pour la manifestation du 4 septembre ?

Il s'agit d'environ 100 associations, qui reflètent des idées et des tendances très diverses. D'un côté, les associations de commerçants chinois, représentées par l'Association des résidents Chinois en France (ACRF) et soutenus par l'ambassade de Chine. Ils ont une revendication sécuritaire forte qui ne laisse que peu de place aux dimensions sociales ou politiques du problème.

De l'autre côté, une mouvance plus républicaine représentée par les associations de jeunes franco-chinois comme l'AJCF qui regroupe l'ensemble des secteurs de la société. Une partie d'entre eux a une vision plus intégrante, souhaite davantage de médiation sociale dans les quartiers et critique le manque d'ouverture de leurs parents vis-à-vis des jeunes issus d'autres migrations. Deux jeunes chinois sont d'ailleurs des élus municipaux dans le XIXe et le XXème arrondissements de Paris, où ils jouent un rôle important de modérateur, de médiateur.

Existe-t-il des risques aussi bien de récupération politique, que de dérives violentes sous la forme de règlements de compte ?

Des risques de récupération politique oui bien sûr, de la part du Front National ou des Républicains, qui ont fait beaucoup de prosélytisme auprès des Wenzhou. Le Front National en particulier se sert de ces événements tragiques pour distinguer entre les « bons » et les « mauvais » immigrés. A l'époque où les Chinois étaient sans-papiers, ils ne les ont pourtant pas beaucoup soutenus.

Concernant les règlements de compte, il existe des personnes qui auraient envie d'en découdre et qui pourraient le faire, puisqu'il y a 300 anciens légionnaires parmi les Wenzhou et de nombreux pratiquants d'arts martiaux. Mais tout se fait sous le contrôle des aînés et pour l'instant, je n'ai pas vu d'actions incluant de la violence, même si l'on ne peut exclure un acte individuel. Par contre, les Wenzhou ont mis en place sur le réseau Wechat [système de messagerie instantanée développé par le Chinois Tencent, NDLR] un système d'alerte pour porter secours aux victimes et alerter rapidement la police en cas d'agression.

Parmi les revendications publiée sur le [site de l'AJCF](#), on trouve une augmentation des effectifs de police (A Paris, il y a 1 policier pour 200 habitants, à Aubervilliers, 1 policier pour 700), la mise en place de caméras de surveillance, plus de fermeté envers les

délinquants et des médiateurs sociaux dans les zones et quartiers sensibles. Est-ce que ces mesures vous semblent appropriées ?

C'est en tout cas ce qui avait été fait à Belleville, où les forces de police avaient été nettement renforcées, avec des vrais résultats à la clé. Mais la partie médiation culturelle est aussi très importante, la réponse ne pouvant pas être uniquement sécuritaire. A Belleville, nous avons organisé des rencontres, des repas avec des associations africaines et magrébines. Le 93 a le plus fort taux de chômage des jeunes : il serait bon que les commerçants chinois recrutent aussi parmi les habitants de ces quartiers issus de l'immigration à qui on n'ouvre pas beaucoup les portes.

Propos recueillis par **Pauline Bandelier**

[ABONNÉS](#) [CHINOIS](#) [DIASPORA](#) [FRANCE](#) [INSÉCURITÉ](#)
[TEMPS FORTS](#)



A propos de l'auteur



Pauline Bandelier

Pauline Bandelier a vécu quatre ans en Chine où elle travaillé pour l'Antenne des sciences sociales et les Ateliers doctoraux à Pékin avant de collaborer avec plusieurs revues. Elle a depuis été journaliste à l'AFP, pour Radio Chine Internationale et a réalisé plusieurs enquêtes documentaires en Chine.

On vous recommande

ENTRETIEN

***"Les Chinois font un tabac"* : quand les Wenzhou passent derrière le comptoir des PMU parisiens**

REPORTAGE

Réfugiés asiatiques d'hier et d'aujourd'hui : regards d'anciens boat people



Start the discussion...

Be the first to comment.

ALSO ON ASIALYST

Privé : L'amour en Chine 2/3 : les gays, damnés du mariage

1 comment • il y a 3 mois•

Privé : Débat autour de l'homosexualité en Indonésie

1 comment • il y a 4 mois•

Privé : Corée du Sud : Park Geun-hye ou la tentation de la dictature

1 comment • il y a 11 jours•

Privé : Vie et mort du Royaume de Sarawak (1841-1946)

1 comment • il y a un mois•

[Subscribe](#)

[Ajoutez Disqus à votre site web !](#)

[Vie Privée](#)

DISQUS

Copyright Asialyst 2016 - [Conditions Générales de vente](#) - [Mentions légales](#) - [Charte](#)

Inscrivez-vous à la Newsletter

Pour rester informé régulièrement sur les actualités, analyses et reportages en Asie, inscrivez-vous à notre Newsletter

Adresse Email

Inscrivez-moi

powered by [MailMunch](#)